



**PRÉFET
DE L'YONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Service politiques et police de l'eau**

Paris, le 10 AVR. 2024

Département instruction loi sur l'eau
Unité Marne Seine amont
Affaire suivie par : Lionel COSANI
Tél : 01 71 28 46 89
Mél : lionel.cosani@developpement-durable.gouv.fr

Réf : LC / 2024 n° 2024-0388

Envoi Téléprocédure

SAS ADPARK AUXERRE CLAIRIONS
Groupe AXDOM

8, rue Henri Rochefort
75017 PARIS

Objet : Dossier de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement concernant le projet de construction ADPARK Auxerre, sis rue Colonel Rozanoff à Auxerre (n°AIOT 010003 6802)

Décision

Monsieur le Directeur,

Votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant le :

**Projet de construction de bâtiments d'activités ADPARK Auxerre
Zone industrielle des Pieds de Rats, rue du Colonel Rozanoff
sur la commune d'Auxerre**

a été enregistré au guichet unique numérique sous le numéro de dossier DIOTA-231215-091159-332-004 (n° AIOT 0100036802) le 15 décembre 2023. Un récépissé à déclaration automatique vous a été adressé le même jour, initiant le délai d'instruction et spécifiant le délai de 2 mois imparti à l'administration pour émettre une éventuelle opposition à la déclaration et pendant lequel vous ne pouvez pas commencer l'exécution des installations, ouvrages et travaux déclarés.

En réponse à ma demande de compléments du 11 janvier 2024 vous avez déposé le 9 avril 2024 une version révisée du dossier de déclaration.

Après examen, votre dossier de déclaration s'avère complet et régulier et je vous informe que je ne compte pas faire opposition à cette déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre la réalisation des installations, ouvrages et travaux projetés à compter de la réception de ce courrier.

Le projet relève des rubriques de la nomenclature figurant à l'article R. 214-1 du code de l'environnement suivantes .

Rubrique	Intitulé	Consistance	Arrêté des prescriptions générales
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Surface interceptée 1,19 ha	

Rubrique	Intitulé	Consistance	Arrêté des prescriptions générales
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D).	Surface soustraite 5 717 m ²	Arrêté du 13 février 2002 NOR:ATEE0210027A

Les travaux doivent être conformes au contenu du dossier de déclaration et respecter les prescriptions générales applicables aux rubriques citées.

Vous veillerez par ailleurs à respecter les dispositions suivantes :

- informer mon service de la date effective de démarrage des travaux et de la réalisation des installations,
- mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de compensation déclarées dans le dossier,
- de communiquer dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, un compte-rendu des travaux, ainsi que les plans des ouvrages réalisés et le bilan comparatif topographique du terrain après aménagement en comparaison avec celui prévisionnel déclaré.

Cette décision ne dispense en aucun cas de faire les demandes ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres législations pour réaliser l'opération.

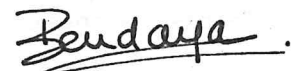
Il est rappelé que les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau auront libre accès aux travaux et installations objet de la déclaration.

Une copie du récépissé de déclaration et de ce courrier sont également adressées à la mairie d'Auxerre pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Yonne durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai de quatre mois conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice empêchée,
La cheffe de l'unité Marne Seine amont



Gabrièle BENDAYAN